

devant la cour de police et qui portent nombre de noms ; l'honorable député a lui aussi plusieurs *alias* dans son dossier politique.

L'honorable député a prétendu que le langage dont je me suis servi à Halifax avait été malveillant et impolitique à l'égard du gouvernement des Etats-Unis. Je maintiens tout ce que j'ai dit en cette circonstance. J'ai dit alors, comme je dis aujourd'hui, que les Etats-Unis sont un grand peuple qui grandira encore, qu'il n'y a pas de bornes à sa grandeur future, mais, j'ai parlé dans le même sens que les citoyens les plus distingués, les plus habiles et les plus patriotes parlent aujourd'hui. Lisez les écrits de leurs hommes politiques, parcourrez les ouvrages de leurs écrivains ; consultez l'opinion exprimée par tous ces hommes qui devraient avoir plus de poids qu'ils n'en ont, je le dis à regret, qui dirigent l'opinion publique aux Etats-Unis, et vous constaterez que tous s'accordent à pousser le même cri d'effroi en face du danger imminent dont les circonstances, auxquelles j'ai fait une courte allusion, menacent les Etats-Unis. Mais j'ai dit que je savais que ce pays surmonterait toutes ces difficultés. N'était-il pas à la fois patriotique et de sens commun de dire ce que j'ai dit, à savoir : que si l'histoire est d'une valeur quelconque, si l'histoire est quelque chose de plus qu'un simple almanach, les Etats-Unis, à l'instar de toutes les démocraties, devront subir toutes les perturbations inévitables pour toute démocratie. Lisez l'histoire du monde et vous verrez que toutes les démocraties ont dû passer par une période de perturbations. Je crois que, grâce à la vigueur de la grande majorité des races qui habitent les Etats-Unis, ils surmonteront toutes leurs difficultés, mais mon opinion basée sur le sens commun était celle-ci : Pourquoi, lorsque nous sommes à l'abri de ces dangers, pourquoi, lorsque nous n'avons pas les mêmes causes d'appréhensions que les Etats-Unis, pourquoi, lorsque nous sommes encore étrangers à la cause du socialisme importé d'Europe, à l'anarchie importée d'Europe, à l'athéisme importé d'Europe, nous mêlerions-nous à toutes ces questions—par dessus tout, pourquoi nous mêlerions-nous aux conséquences de la question des nègres dont je n'ai pas fait mention alors ? Tous les écrivains américains conviennent qu'ils sont en grand danger, et ils emploient toutes les ressources de leur esprit pour trouver les moyens d'éviter les grands dangers qui sont si imminents, et auxquels nous avons échappé, à l'ombre du drapeau de l'Angleterre.

Nous n'avons pas ici de Carbonari, nous n'avons pas de Mafia, nous n'avons pas les rebuts des contrées européennes, nous n'avons pas les hordes de l'Europe qui fuient les rigueurs de la loi ; nous n'avons pas le Hongrois qui n'est qu'à demi civilisé, quoiqu'il appartienne à une noble race. Pendant que nous trouvons ces hommes convulsionnant le corps social aux Etats-Unis, nous ne les voyons pas encore venir au Canada, et s'ils y viennent jamais, j'espère que ce sera en petit nombre et sous une surveillance active qu'impose d'ailleurs leur caractère connu. Je n'ai rien à retirer des paroles que j'ai prononcées à Halifax, et je puis dire à l'honorable député, que j'ai eu la sympathie et l'appui des grands hommes des Etats-Unis, au sujet des expressions dont je me suis alors servi. Il y a une autre assertion de l'honorable député contre laquelle je proteste. Il a déclaré qu'il y a eu une grande hostilité en Canada, contre les Etats du Nord, pendant la guerre civile. Je dis qu'il n'y a

Sir JOHN A. MACDONALD.

jamais eu d'assertion aussi peu fondée. Je dis qu'il n'existe aucune preuve de notre hostilité contre les Etats-Unis. Quant au mouvement de notre population, il a été établi par les faits que 20,000 hommes, au minimum, au dire d'autres, 40,000 partent du Canada pour aller combattre dans les rangs des armées du Nord. Quelques hommes, par un moyen ou par un autre, traversèrent les Etats du Nord, et se rendirent au Sud ; mais de 20,000 à 40,000 Canadiens, se battirent, tombèrent et moururent dans l'armée des Etats du Nord. Et je me charge, puisque l'assertion a été faite, d'apporter devant la chambre et de montrer au parlement, les remerciements répétés, que le gouvernement des Etats-Unis adressa au Canada à l'occasion de sa conduite pendant cette guerre. Le secrétaire Seward a dit que le Canada s'était bien conduit, et qu'il aurait souhaité voir la mère-patrie tenir une conduite de moitié aussi convenable que celle du Canada. Je puis aussi ajouter que le Canada était douloureusement anxieux de remplir ses devoirs et de conserver sa neutralité pendant cette malheureuse guerre. Je puis montrer que nous avons été au delà des obligations imposées par le droit des nations. Il nous fallait dépenser notre argent pour empêcher notre pays de devenir la base des opérations sur ses frontières. Nous avions 10,000 volontaires équipés en guerre surveillant les frontières, des hommes enlevés à leur famille pendant des mois et des mois, et nous ne pouvons pas être accusés d'avoir négligé nos devoirs. Je parle avec connaissance de cause, et je sais que nous, membres du parlement, nous étions déterminés à ne pas amener, par aucune action ou sympathie de la part du Canada, la mère-patrie dans un conflit, ou dans une position hostile vis-à-vis les Etats-Unis. Ceci, je le déclare, et je puis le prouver.

Maintenant, je puis seulement dire, M. l'Orateur, concernant l'assertion que nous avons remporté une désastreuse victoire, que nous en sommes satisfaits. Je dois l'être en effet, car à la fin de ce parlement, s'il dure, j'aurai quatre-vingt-deux ans ; et je puis dire que nous résisterons jusque-là, à moins qu'une dissolution ne nous en empêche. Je répète à mes amis et à mes ennemis : "J'y suis j'y reste." Nous resterons ici, et il faudrait plus que la puissance de l'honorable député, avec toute sa phalange, pour nous déloger, ou nous jeter à bas de notre piédestal. J'ai oublié de faire les félicitations ordinaires aux honorables députés qui ont proposé ces résolutions. Il n'y a pas de nécessité pour moi de le faire, car ils se sont eux-mêmes fait voir à nous comme des hommes dont la chambre doit être fière, comme des hommes qui ont devant eux un grand avenir politique.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Lorsque le premier ministre a pris la parole, M. l'Orateur, je croyais que, selon l'étiquette parlementaire, il jugerait au moins à propos de donner quelque réponse intelligible et satisfaisante aux objections soulevées par mon honorable ami, contre l'usage si extraordinaire d'une prérogative dont l'emploi a amené la dissolution de l'ancien parlement et la formation du parlement actuel. Je m'attendais certainement plus encore à ce que l'honorable ministre, qui a consacré le seul paragraphe important de son discours à exprimer l'espoir que nourrit le gouvernement d'un prompt règlement de la question qui occupe depuis si longtemps l'attention du pays, l'espoir d'obtenir des relations commer-